

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES VALANT ACTE
D'ENGAGEMENT
(CCP AE)**

Marché n° PA_2025-149

**Services d'impression numérique pour les besoins des concours
d'entrée à l'Institut national du service public (INSP) et des concours
d'accès aux cycles préparatoires**

MARCHE DE SERVICES

**Marché passé selon la procédure adaptée
Articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique**

SOMMAIRE

Article 1 - Dispositions générales.....	3
1-1- Forme, décomposition et montant du marché.....	3
1-2- Durée du marché.....	4
1-3- Sous-Traitance.....	4
Article 2 - Pièces contractuelles.....	5
Article 3 - Modalités d'exécution des prestations	5
3-1- Confidentialité.....	5
3-2- Protection des originaux.....	6
3-3- Echange de fichiers.....	6
3-4- Lieux et horaires d'exécution	6
3-5- Délais de livraison	6
3-6- Modalités de livraisons.....	6
Article 4 - Prix et règlement.....	7
4-1- Emission et contenu des bons de commande.....	7
4-2- Forme du prix	7
4-3- Contenu du prix.....	7
4-4- Révision des prix.....	7
4-5- Clause de sauvegarde	8
4-6- Modalités de règlement.....	8
4-6-1- Périodicité et régime des paiements.....	8
4-6-2- Présentation des demandes de paiement.....	9
4-6-3- Délais de paiement	10
4-6-4- Intérêts moratoires	10
Article 5 - Clause de réexamen.....	10
Article 6 - Contrôles de la bonne exécution du marché.....	11
6-1- Opérations de vérifications et décisions après vérifications	11
6-1-1- Vérification quantitative.....	11
6-1-2- Vérification qualitative	11
Article 7 - Confidentialité et protection et traitement des données à caractère personnel	
Erreur ! Signet non défini.	
7-1- Pénalités.....	11
7-1-1- Pénalités de retard	12
7-1-2- Autres pénalités.....	12
Article 8 - Résiliation.....	Erreur ! Signet non défini.
Article 9 - Exécution aux frais et risques du titulaire.....	Erreur ! Signet non défini.
Article 10 - Assurances	Erreur ! Signet non défini.
Article 11 - Garantie	Erreur ! Signet non défini.
Article 12 - Litiges et différends.....	12
Article 13 - Dérogations aux documents généraux.....	12

Article 1 - Dispositions générales

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières valant Acte d'Engagement (CCP-AE) portent sur la réalisation de prestations d'impression numérique destinées aux concours d'entrée à l'Institut national du service public (INSP) ainsi qu'aux concours d'accès aux cycles préparatoires.

Les prestations couvertes par le présent accord-cadre comprennent notamment :

- La transmission des documents sources selon les modalités convenues entre les parties ;
- L'impression numérique, à partir de fichiers natifs ou de PDF, de copies doubles (de type dépliant 4 pages, format : 21 x 29,7 cm plié, 29,7 x 42 cm ouvert, papier : Offset 5 couleurs 80 g/m²). Impression : Noir recto/verso avec découpe en biseau (coin découpé en haut à droite sur recto). (cf. Annexe « spécimen copie type concours ») ;
- L'impression numérique, à partir de fichiers natifs ou de PDF, de brouillons siglés, format : 21 x 29,7 cm, papier : Offset 5 couleurs 80 g/m², impression du recto en noir
- La modification éventuelle de maquette ;
- Le conditionnement des copies doubles et brouillons sous bande et en carton ;
- La livraison des commandes sur les sites de Strasbourg et de Paris.

En complément, le présent accord-cadre prévoit également la prestation suivante (cf. postes 9,10 et 11 du Bordereau des prix unitaires) pouvant être mobilisée de manière très ponctuelle :

- L'impression de sujets de concours dans un délai court (trois jours ouvrés au maximum), garantissant la confidentialité des travaux dans le cadre du plan de continuité d'activité du pouvoir adjudicateur. Les sujets pourront comporter jusqu'à 45 pages, devront être imprimés en couleurs et recto-verso, puis agrafés dans le coin supérieur gauche. Leur livraison fera l'objet d'un dispositif spécifique visant à sécuriser leur stockage, leur chargement et leur transport.

Le cas échéant, pour toute prestation liée aux besoins de l'accord-cadre ne figurant pas au Bordereau des prix unitaires (BPU), le pouvoir adjudicateur pourra solliciter le titulaire afin d'établir un devis spécifique. En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre au besoin, de refus de sa part ou de devis jugé non conforme ou économiquement inacceptable, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à un autre prestataire pour exécuter la prestation.

Une annexe intitulée « Spécimen de copie de concours type » jointe au présent document précise le type de format attendu. Cette annexe est transmise à titre indicatif. Le modèle de copie de concours est susceptible d'évoluer tout au long de la durée d'exécution du présent accord-cadre, sans qu'aucune acceptation préalable du titulaire ne soit requise ni qu'aucun délai particulier ne soit imposé.

1-1- Forme, décomposition et montant du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur appliquera aux quantités réellement exécutées les prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) dans la limite du maximum de 32 500 EUR HT par an soit 130 000 EUR H.T. sur la durée totale de l'accord-cadre. L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimum.

Il ne comporte ni lot, ni tranche, ni phase.

1-2- Durée du marché

Durée initiale : Le marché débute à compter du 05/01/2026 ou de la date de notification du marché si elle intervient postérieurement pour une durée de 12 mois.

Reconduction : tacite annuelle dans la limite de 3 reconductions sauf dénonciation expresse par lettre recommandée avec accusé de réception par le pouvoir adjudicateur trois mois avant la date anniversaire du début du marché. Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique.

La durée globale de l'accord-cadre ne peut pas excéder quarante-huit (48) mois à compter de la date de notification de celui-ci.

L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours de validité pour une durée maximum de six (6) mois et exécutés jusqu'à six (6) mois après la fin de vie du marché.

L'exécution des prestations débute à la date de notification de chaque bon de commande ou à la date indiquée dessus.

1-3- Sous-Traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et en complément des dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 relatifs à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3, R. 2152-4, R. 2152-5 et R. 2193-9 du code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur considère que les prix des prestations qu'il est prévu de sous-traiter sont anormalement bas, il sera demandé au titulaire de justifier ces prix. Si aucune justification permettant d'expliquer les prix proposés n'est apportée, la sous-traitance ne pourra être agréée.

Pour la prestation visée aux postes n° 9,10 et 11 du Bordereau des prix, relative à l'impression en couleur de sujets de concours dans un délai maximum de trois jours ouvrés et comportant une exigence renforcée de confidentialité, la sous-traitance est exclue.

Article 2 - Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le présent cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (CCP-AE) et ses annexes, notamment l'annexe n°1 le bordereau des prix unitaires (BPU) et l'annexe n°2 intitulée « Spécimen copie de concours type » ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cadre de réponse technique (CRTE) et, le cas échéant, ses annexes.

Article 3 - Modalités d'exécution des prestations

3-1- Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Lors du recours aux postes n°9,10 et 11 du Bordereau des prix unitaires, correspondant à l'impression en couleur de documents au format A4 dans un délai maximum de trois jours ouvrés, comportant une exigence de confidentialité, le titulaire s'engage à assurer l'ensemble des mesures de confidentialité et de sécurité nécessaires : tirages effectués à huis clos, stockage sécurisé, utilisation d'une plateforme de transmission sécurisée et destruction certifiée des fichiers sources.

3-2- Protection des originaux

Il est convenu entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur qu'aucun document ne peut être détenu indûment par le titulaire à l'issue de la réalisation des prestations.

Le titulaire est responsable des documents qui lui sont confiés par le pouvoir adjudicateur. Tous les documents détruits ou détériorés seront à remplacer aux frais du titulaire.

A la fin de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à détruire les maquettes des copies doubles et brouillons.

Les prestations visées aux postes n° 9, 10 et 11 du DQE sont assorties d'une obligation de destruction certifiée des fichiers sources à l'issue de chaque tirage.

3-3- Echange de fichiers

Une solution de transfert sécurisé de fichier devra être proposée par le titulaire afin de faciliter l'échange sécurisé des fichiers d'exécution et optimiser les délais de fabrication.

Les copies de concours devront faire l'objet d'un bon à tirer (adressé par voie postale) établi sur la base des documents types envoyés par le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur après vérification validera ce-dernier qui sera suivi d'un devis transmis par le titulaire précisant le conditionnement de la commande par nature, par couleur et par quantité.

3-4- Lieux et horaires d'exécution

Sauf indication contraire dans le bon de commande, les livraisons s'effectueront soit :

- sur le site de Strasbourg, sis 1 rue Sainte Marguerite - 67080 Strasbourg ;
- sur le site de Paris, sis 2 avenue de l'Observatoire – 75006 Paris.

Les livraisons s'effectueront du lundi au vendredi de 8h00 à 16h00.

3-5- Délais de livraison

Le délai de livraison afférent à chaque commande sera déterminé par le bon de commande correspondant. Il devra être impérativement respecté et partira de la date de réception, par le titulaire, du bon de commande correspondant.

Par exception, les prestations relatives aux postes n°9,10 et 11 du Bordereau des prix unitaires devront être exécutées dans un délai maximal de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande ou à la date indiquée dans celui-ci.

En cas de dépassement des délais, le titulaire encourt des pénalités de retard, conformément à l'article 7-1-1 du présent document.

3-6- Modalités de livraisons

En complément de l'article 21 du CCAG FCS, les livraisons seront effectuées conformément au lieu indiqué sur le bon de commande. Le titulaire prendra contact avec le correspondant du pouvoir adjudicateur avant toute livraison, et sous peine de refus de la livraison, au minimum 48 heures afin de s'assurer des horaires d'ouverture des sites et de la disponibilité des personnels qui réceptionnent les commandes. Un bon de livraison, conforme au bon de commande, est transmis à chaque livraison.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire adoptera une démarche visant à **réduire l'impact environnemental des livraisons et des conditionnements**. À ce titre, il veillera notamment à :

- limiter le poids et le volume des emballages ;
- restreindre les suremballages, en particulier les films plastiques ;
- privilégier des emballages recyclables et/ou constitués de matériaux recyclés ou à faible impact environnemental.

Article 4 - Prix et règlement

4-1- Emission et contenu des bons de commande

Conformément à l'article R. 2162-13 du code de la commande publique, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité et les délais d'exécution, le cas échéant.

4-2- Forme du prix

Le marché est traité à prix unitaires au vu des prix figurant au bordereau des prix unitaires (BPU).

4-3- Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations ; en particulier, sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts ;
- les taxes et écotaxes ;
- les frais afférents à l'assurance ;
- la modification des maquettes
- le conditionnement et la livraison des fournitures ;
- ainsi que toutes les sujétions liées à la mise en œuvre des prestations du marché, notamment et de manière non exhaustive, les frais d'emballage perdu, de port jusqu'au lieu de livraison indiqué sur le bon de commande.

4-4- Révision des prix

Les prix du marché sont réputés fermes pendant douze mois. Ils sont par la suite révisibles annuellement à la date anniversaire du marché selon les modalités décrites ci-après.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de réception des offres. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

La formule applicable est la suivante :

$$P = P_0 * \left[\left(\frac{I}{I_0} \right) \right]$$

- P = prix révisé
- P₀ = prix réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « zéro » (M₀) ;
- I = valeur du dernier indice **de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction** connu définitif à la date de révision du prix (Identifiant n°010764130 – INSEE)
- I₀ = valeur du dernier indice **de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction** connu définitif au mois M₀ (Identifiant n°010764130 – INSEE) ;

Le titulaire du marché s'engage à notifier au service facturier (SFACT), dont les coordonnées sont indiquées ci-après, son nouveau tarif au plus tard à l'occasion de la première facture émise après la date anniversaire du marché. La formule de calcul, les indices utilisés et la variation en pourcentage des prix sont explicitement indiqués sur ladite facture ou sur tout autre état liquidatif.

A réception des nouveaux tarifs dans le délai indiqué ci-dessus, le pouvoir adjudicateur dispose alors d'un mois pour accepter la variation. Passé ce délai, les prix sont réputés acceptés.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur n'accepterait pas les nouveaux prix, il se réserve le droit, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

A défaut de transmission des nouveaux prix dans les délais, les prix précédemment définis restent en vigueur.

Le titulaire s'engage à appliquer immédiatement et systématiquement ses évolutions tarifaires ainsi que ses nouvelles structures de tarifs si elles sont plus favorables au pouvoir adjudicateur et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

4-5- Clause de sauvegarde

Les prix révisés ne peuvent excéder plus de 5 % des prix initiaux sur la durée totale du marché.

En cas d'augmentation supérieure à la hausse autorisée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnités.

4-6- Modalités de règlement

4-6-1- Périodicité et régime des paiements

Les prestations sont réglées au fur et à mesure de leur réalisation au vu de la facture et après attestation des services faits.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une facture distincte.

Mode de règlement : virement par mandat administratif.

4-6-1-1 Avance

L'option A de l'article 11.1 du CCAG – FCS s'applique.

4-6-2- Présentation des demandes de paiement

Le titulaire transmet sa facture sous forme électronique, conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, et y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

En application de l'article D. 2192-2 du même code, les factures comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le n° du marché ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- l'adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison ;
- le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.

Les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

La transmission des factures s'effectuera par internet via le portail Chorus Pro accessible à l'URL suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET de l'INSP est 197 534 639 00020 – code service DL

Pour les micro-entreprises, il existe un lien pour les guider dans leurs démarches sur chorus.pro.gouv.fr :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/facturation-electronique-mode-demploi-pour-les-micro-entreprises/>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

4-6-3- Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

4-6-4- Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions R. 2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (I.M.) au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 EUR (quarante euros) se rajoute aux I.M.

Article 5 - Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, en cours d'exécution du présent accord-cadre, des modifications et/ou des ajouts de prestation(s) peuvent intervenir, à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

Ces modifications et/ou ajouts pour le marché ne remettent pas en cause la nature globale du présent accord-cadre sous réserve que l'économie du marché ne soit pas modifiée. Un avenant sera alors établi.

Si le montant maximum fixé pour l'une des périodes d'exécution, telles que définies à l'article 1 du présent CCP-AE, est atteint avant son terme, le pouvoir adjudicateur pourra, par voie d'avenant, anticiper le démarrage de la période suivante.

À l'inverse, si le montant maximum d'une période d'exécution n'est pas intégralement consommé, le pouvoir adjudicateur pourra, également par voie d'avenant, reporter le solde non utilisé sur la période suivante.

Les modifications sont enclenchées après discussion avec le titulaire, dans la limite de trois fois sur la durée totale de l'accord-cadre.

Article 6 - Contrôles de la bonne exécution du marché

6-1- Opérations de vérifications et décisions après vérifications

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, les opérations de vérifications quantitative et qualitative seront effectuées par le service prescripteur.

6-1-1- Vérification quantitative

La vérification quantitative consiste à vérifier la concordance entre la quantité commandée indiquée dans le bon de commande et la quantité livrée.

La signature de la réception sur le bon de livraison ou la remise d'un rapport d'intervention ne vaudra que pour acceptation des quantités reçues et non de la qualité des fournitures.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la demande, le service prescripteur peut mettre le titulaire du marché en demeure de compléter sa livraison dans les délais qui lui seront prescrits, de reprendre l'excédent si la livraison dépasse la commande sans suppléments de prix.

6-1-2- Vérification qualitative

Par dérogation à l'article 29.2 du CCAG-FCS, si les fournitures livrées ne correspondent pas qualitativement aux spécifications de l'offre ou de la commande, elles pourront être refusées et devront être immédiatement enlevées aux frais du titulaire dans un délai de 10 (dix) jours ouvrés et les prestations réexécutées aux frais du titulaire dans le délai prescrit par le pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure formelle.

Selon la situation, en cas de non-conformité, le bon de livraison et son duplicata ou le rapport d'intervention devront être rectifiés sous la signature des représentants des deux parties (pour le bon de livraison et son duplicata uniquement).

Si les fournitures livrées ne correspondent toujours pas qualitativement aux spécifications de l'offre ou de la commande, elles pourront faire l'objet d'une réfaction du prix.

Article 7 - Pénalités

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG – FCS, les pénalités ci-après s'appliquent quel que soit leur montant.

Dans le calcul des pénalités, toute heure ou toute journée commencée est considérée comme entière et le délai expire à la fin du dernier jour de la date prévue.

Les pénalités ne s'appliquent ni en cas de force majeure, ni en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par le pouvoir adjudicateur.

L'application de pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur. Elle se fait à la discrétion du pouvoir adjudicateur au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire.

Les pénalités sont cumulables, dans la limite, sauf exception indiquée ci-après, de 20 % du montant HT maximum annuel du marché et ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Si, sur la durée totale du marché, des pénalités ont été appliquées au moins trois fois, le

pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

7-1-1- Pénalités de retard

En cas de retard, le titulaire du marché encourt les pénalités suivantes :

- Retard dans la production de toute documentation demandée dans le cadre du présent marché : 5 % du montant de la prestation par jour ouvré de retard.
- Retard dans la livraison des commandes (totales ou partielles) :
 - Pour les postes n°1 à n°8 du BPU : application d'une pénalité de 20 € (vingt euros) par jour ouvré de retard ;
 - Pour les postes n°9 à n°11 du BPU : application d'une pénalité de 150 € (cent cinquante euros) par jour ouvré de retard.

7-1-2- Autres pénalités

Hors retard, le titulaire du marché encourt les pénalités suivantes :

- Défaut de transmission du bon de livraison ou en cas de transmission d'un bon de livraison ne correspondant pas au bon de commande : forfait de 5 % du montant de la commande.
- Impossibilité constatée d'obtenir une réponse dans un délai de 5 jours à compter de la première demande concernant le suivi commercial ou technique du marché : forfait de 40 (quarante) EUR par défaillance constatée.

Article 8 - Litiges et différends

Les articles R. 2197-1 à R. 2197-25 et l'article 46 du CCAG – FCS s'appliquent.

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 9 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP-AE sont les suivantes :

- L'article 6-1 du présent CCP AE déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS
- L'article 7-1 du présent CCP AE déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS

Fait à _____, le _____

Fait à _____, le _____

Pour l'INSP
Le Secrétaire général par délégation,